

Les femmes enceintes harcelées dans les entreprises nipponnes

SOCIÉTÉ De plus en plus de Japonaises dénoncent le « matahara », le harcèlement pour cause de maternité. Dans ce pays, plus de 60 % des salariées partent après la naissance de leur premier enfant

À u début, Sayaka Osakabe n'a rien dit. Elle a enduré les longues journées propres à toute salariée nipponne et fait une fausse couche. Elle a tenté d'alléger son emploi du temps. « Mon supérieur m'a invitée à suspendre mes projets de maternité deux ou trois ans pour mieux me concentrer sur mon travail. » Elle est tombée enceinte de nouveau, a pris des congés afin de se reposer ; il a frappé à sa porte pour l'encourager à démissionner, car son absence « causait des ennuis » à l'entreprise. Quand elle est revenue à son poste après une seconde fausse couche, il l'a interrogée d'emblée sur la reprise de ses règles et de ses relations sexuelles avec son mari.



Sayaka Osakabe a créé l'ONG Matahara.net. PHOTO MAXPPP

Distinguée aux États-Unis

Sayaka Osakabe fut victime de « matahara », un terme tristement en vogue au Japon depuis 2014. Contraction des mots anglais « maternity » et « harassment », il désigne le harcèlement pour cause de maternité. Un phénomène en plein essor – 2 085 plaintes ont été formulées l'année dernière, soit une augmentation de 16 % en six ans – et plutôt paradoxal dans un pays vieillissant, où le gouvernement souhaite remettre les femmes au turbin et au berceau pour relancer tout à la fois une

« Les plus dures sont des femmes elles-mêmes, qui souvent ont dû sacrifier leur vie familiale pour garder leur emploi »
Sayaka Osakabe

économie et une natalité en berne. Mais, dans un archipel très patriarcal, la répartition traditionnelle des tâches au sein du couple a la vie dure : plus de 60 % des employées quittent leur poste après la naissance de leur premier enfant. Troisième puissance économique mondiale, le Japon est classé 104^e (sur 142) en matière d'égalité des sexes par le Forum économique mondial – à titre de comparaison, la France est en 16^e position.

Le Premier ministre Shinzo Abe a beau afficher son ambition de voir « briller » les femmes, leur promettant 30 % des postes à responsabilité d'ici à 2020. À la Diète (Parlement), elles ne sont encore que 10 % au sein même de son parti libéral démocrate...

Alors Sayaka Osakabe est entrée en résistance. Elle a démissionné, gagné en justice contre son entreprise et fondé l'ONG Matahara.net pour soutenir ses compagnes d'infor-



2 085 plaintes pour harcèlement ont été formulées l'année dernière par des femmes enceintes, soit une augmentation de 16 % en six ans. PHOTO YOSHIKAZU TSUNO/AFP

tune (1). En mars, l'élégante femme de 37 ans a ainsi été élevée au rang de « Femme de courage » par le département d'État américain. Elle a reçu son prix des mains de la première dame en personne, aux côtés de neuf autres femmes afghanes, kosovares, birmanes et syriennes. « Une haute distinction dont un pays développé tel que le nôtre devrait avoir honte », résume laconiquement Tomoko Takemura, une journaliste du quotidien « Yomiuri ».

Des progrès notables

À Kyoto, les deux Japonaises sont réunies le temps d'un débat sur les inégalités dans le monde du travail. Sayaka Osakabe, dont la vivacité détonne au milieu des voix policées, exhorte au « courage » pour enrayer « l'épidémie » de ces femmes qui quittent leur emploi sans mot dire, de peur d'être harcelées.

Certes, les progrès sont notables.

Le 23 octobre, dans son premier jugement lié au « matahara », la Cour suprême du Japon a ordonné un nouveau procès en faveur d'une femme injustement rétrogradée en raison de sa grossesse. Mais les freins demeurent nombreux.

« Pourquoi les femmes insistent-elles pour rester même si cela gêne leur entreprise ? »
Ayako Sono, auteur

« Les deux principaux sont l'abus d'heures supplémentaires dans les entreprises et l'idée fixe selon laquelle la femme doit rester à la maison, souligne Sayaka Osakabe. Nous devons nous occuper des enfants, mais aussi des parents et beaux-parents âgés, ce qui nous laisse peu de

temps pour une carrière ! » Elle révèle surtout le terrible poids du silence et de la répétition des souffrances subies : parmi les personnes responsables de ce harcèlement, les plus dures sont des femmes, qui souvent ont elles-mêmes dû sacrifier leur vie familiale pour garder leur emploi.

En août 2013, Ayako Sono, auteur de best-sellers de 83 ans, n'avait-elle pas dénoncé dans la presse la « terrible nuisance » de ces « petites filles qui travaillent » ? « Quand les femmes ont un enfant, elles doivent quitter leur emploi, écrivait-elle. Pourquoi insistent-elles pour rester même si cela gêne leur entreprise ? » La pique pourrait n'être qu'anecdotique si elle ne venait d'une femme populaire, de surcroît membre du Comité de réforme de l'éducation de Shinzo Abe.

Rafaële Brillaud, à Kyoto

(1) mataharanet.blogspot.fr

L'été dans votre assiette !

80 recettes vraiment faciles pour savourer votre été

4€
90

*Dans la limite des stocks disponibles

En vente chez votre marchand de journaux*

www.sudoest.fr